



**RECENSION DES ÉCRITS SUR LES CONCEPTS,
LES ENJEUX ET LES INITIATIVES ALIMENTAIRES :**

VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

VERSION SYNTHÈSE

Willy Tshonda Onema

Programmes de santé publique
et communautaire de la Faculté
des sciences infirmières,
Université Laval

Nori Cadorette Sirois

Organisme La Ruche
d'art Kokomino

Émilie Parent

Organisme La Ruche
d'art Kokomino

Laurence Guillaumie

Programmes de santé publique
et communautaire de la Faculté
des sciences infirmières,
Université Laval

QUÉBEC, CANADA - MAI 2024

AVANT-PROPOS

Cette revue de la littérature s'inscrit dans le cadre du projet de recherche COSAM (COalition pour le Système Alimentaire de la Mauricie). Ce projet, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada jusqu'en 2025, vise à brosser un portrait des enjeux et des besoins du système alimentaire de la Mauricie et à mener des études ciblées dont le but est de soutenir la transition socioécologique du territoire vers davantage de durabilité. Le projet COSAM comprend plusieurs volets, dont un volet indépendant et spécifiquement dédié à appuyer l'autodétermination et la souveraineté alimentaire par, pour et avec les membres des communautés de Wemotaci et d'Opitciwan.

Cette revue de la littérature a été réalisée avec le soutien de Nori Cadorette Sirois (coordonnatrice) et Émilie Parent (chercheure indépendante) de La Ruche d'art Kokomino, un organisme à but non lucratif de Wemotaci. Ses activités se concentrent sur l'éducation populaire à travers des activités artistiques et de jardinage. Émilie Parent développe des projets en sécurité alimentaire avec la Ruche d'art depuis 2020.

La présente revue de la littérature a été rédigée de façon à faire la synthèse des données existantes dans la littérature scientifique et grise sur les enjeux liés à l'alimentation des communautés autochtones du Québec. Elle a été rédigée à l'attention des communautés autochtones, des

décideur.euse.s politiques, et des organisations communautaires. Ce rapport présente la notion de souveraineté alimentaire autochtone et les initiatives et politiques alimentaires fréquemment mobilisées dans les communautés autochtones. Cette recension aborde également les enjeux à prendre en compte et fournit des informations pouvant enrichir les discussions.

Nous espérons que ce rapport pourra contribuer à mettre en place des actions concrètes et des politiques adaptées pouvant renforcer la souveraineté alimentaire des communautés autochtones au Québec.

Willy Tshonda Onema



RÉSUMÉ

Les systèmes alimentaires traditionnels des communautés autochtones du Québec et du Canada sont très variés. Ils peuvent être basés sur la chasse, la pêche, la cueillette et/ou l'agriculture, et illustrent une remarquable harmonie avec la nature et une compréhension approfondie des cycles écologiques et des principes de durabilité. Transmise de génération en génération, cette richesse de savoirs révèle une intime connexion avec la terre, mais aussi une adaptabilité aux changements. Néanmoins, les politiques coloniales limitant l'accès aux territoires traditionnels, aggravées par des problèmes de pollution, de perte de biodiversité et de changements climatiques, ont poussé de nombreuses communautés à dépendre d'une alimentation hautement transformée, avec des conséquences néfastes pour la santé. Malgré ces obstacles, les communautés autochtones font preuve de résilience et ne reculent pas face à leurs aspirations de souveraineté alimentaire.

Dans ce contexte, la présente revue narrative de la littérature a été menée afin de présenter la notion de souveraineté alimentaire autochtone et les concepts associés, de broser un portrait des défis de l'alimentation dans les communautés autochtones au Québec, de présenter les vécus des communautés autochtones en lien avec leurs systèmes alimentaires, et de documenter des initiatives et politiques alimentaires souvent mobilisées au sein des communautés autochtones.

Cette revue de la littérature a permis de situer ce qui est spécifique à la notion de souveraineté alimentaire et ses contributions pour l'autodétermination et la sécurisation culturelle. Cette revue a mis en évidence les enjeux politiques, socioéconomiques, sanitaires et environnementaux affectant la souveraineté alimentaire des communautés autochtones au Québec. Les problèmes d'accès aux aliments traditionnels, d'insécurité alimentaire et de perte des savoirs traditionnels sont exacerbés par les faibles revenus et le coût élevé des aliments sains.

Des initiatives visant à renforcer la souveraineté alimentaire ont été identifiées, y compris le soutien aux pratiques traditionnelles liées à la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture, la création de potagers et de serres, les formations en agriculture ou en jardinage dédiées aux membres de la communauté, les aides financières pour le transport des denrées alimentaires, ainsi que les mesures fiscales pour faciliter l'accès des personnes aux aliments sains. Cependant, il importe de souligner que l'ensemble des documents abordaient peu les enjeux liés à la reconnaissance des savoirs autochtones et les relations avec les organisations politiques extérieures aux communautés. Cette lacune souligne l'importance d'approfondir la compréhension de ces enjeux pour surmonter les barrières systémiques au déploiement d'une souveraineté alimentaire des communautés.

FAITS SAILLANTS

La présente recension de la littérature scientifique et grise a permis d'explorer les différents concepts permettant d'appréhender les systèmes alimentaires autochtones. Parmi ces concepts figurent les savoirs autochtones, les systèmes alimentaires, la souveraineté alimentaire, la souveraineté alimentaire autochtone, l'(in)sécurité alimentaire, le droit à l'alimentation, l'approche décoloniale, l'autodétermination, le colonialisme et l'appropriation culturelle.

Les savoirs autochtones sont essentiels aux systèmes alimentaires des peuples autochtones. Ils englobent des compréhensions, compétences et philosophies développées par les nations autochtones grâce à une interaction prolongée avec l'environnement naturel. Bien que souvent marginalisés, ils méritent d'être reconnus et valorisés au même titre que les savoirs scientifiques occidentaux.

Les systèmes alimentaires traditionnels des peuples autochtones au Québec et au Canada sont basés sur la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture. Ils mettent l'accent sur les pratiques alimentaires traditionnelles, la relation sacrée avec la nature et la transmission intergénérationnelle des connaissances.

La souveraineté alimentaire autochtone est un concept qui s'inscrit dans les luttes autochtones pour la décolonisation, la revitalisation culturelle et l'autodétermination en matière alimentaire. Elle réfère au droit des communautés autochtones de définir leurs propres systèmes alimentaires, de cultiver et consommer des aliments traditionnels, et de maintenir leur connexion à la terre et aux ressources naturelles.

La sécurité alimentaire repose sur les piliers de la disponibilité, de l'accès, de l'utilisation et de la stabilité des aliments. La notion de souveraineté alimentaire prend mieux en compte les dimensions culturelles, nutritionnelles, et d'accès aux aliments locaux traditionnels que

celle de sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les communautés autochtones du Québec et du Canada, entre autres en raison de la colonisation et de la perte de connaissances traditionnelles.

Le droit à l'alimentation, reconnu internationalement, oblige les États à respecter l'accès à la nourriture et à renforcer les systèmes alimentaires autochtones. Il offre un cadre holistique permettant aux peuples autochtones d'améliorer leur sécurité alimentaire et de préserver leurs traditions et cultures.

Une approche basée sur l'autodétermination vise à soutenir les individus et les collectivités, en mettant l'accent sur leurs capacités, leurs forces et leurs ressources. Les interventions axées sur l'autodétermination favorisent les changements sociaux et contribuent à réduire les inégalités, en particulier pour les groupes marginalisés comme les communautés autochtones.

L'approche décoloniale est mobilisée pour le développement d'interventions visant à renforcer la souveraineté alimentaire autochtone. Cette approche cherche à rééquilibrer les relations de pouvoir dans les interventions qui soutiennent la souveraineté alimentaire autochtone et à restaurer le contrôle communautaire sur les systèmes alimentaires. Son objectif est de redonner du pouvoir aux peuples autochtones en reconnaissant leurs savoirs, valeurs et croyances.

Le colonialisme a exercé une influence considérable sur les systèmes alimentaires autochtones, en restreignant l'accès aux territoires traditionnels et aux ressources naturelles, ce qui a engendré des conséquences néfastes sur les plans identitaire, culturel et sanitaire.

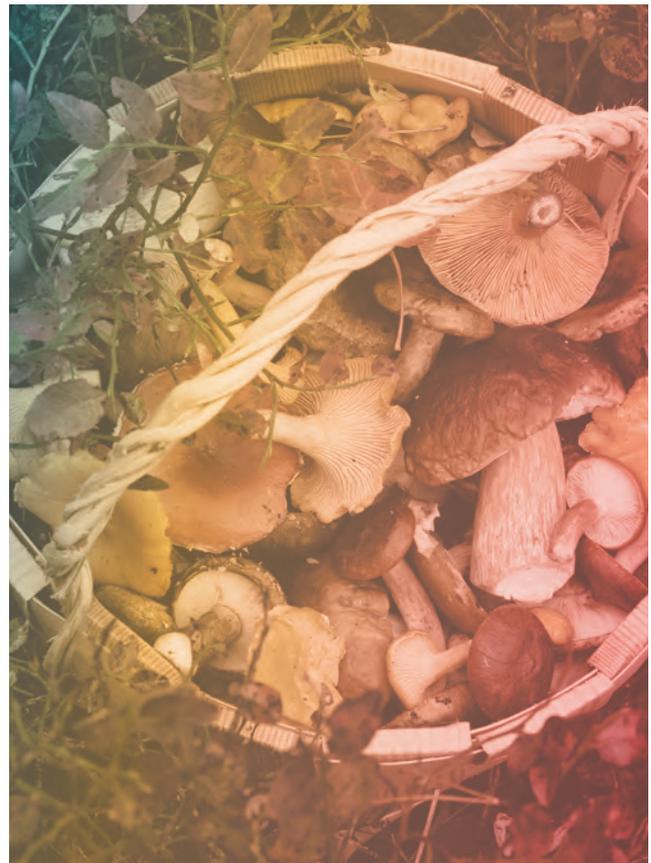
L'appropriation culturelle constitue une forme de néocolonialisme qui favorise une expropriation des ressources des personnes colonisées (ex. : liées aux plantes, aux animaux et aux épices) et qui met en péril la survie culturelle des peuples autochtones. L'appropriation culturelle consiste souvent à s'adonner à une réduction simpliste et stéréotypée des traditions autochtones en les déconnectant de leur signification culturelle et de leur importance spirituelle, ainsi qu'en les dévalorisant de manière à les réduire à de simples éléments de mode.

Cette recension a également permis de documenter les défis liés à l'alimentation auxquels sont souvent confrontées les communautés autochtones du Québec. Ces défis résultent des politiques coloniales qui ont restreint leur accès à leurs territoires traditionnels et les ont rendues dépendantes d'une alimentation hautement transformée, souvent riche en sucre, en sel et en gras.

Les politiques coloniales de dépossession des terres et d'assimilation ont limité la transmission de la culture, de la religion, de la langue traditionnelle et des savoirs ancestraux, créant un traumatisme historique qui a également affecté l'utilisation des systèmes alimentaires autochtones au Québec.

L'exclusion historique des peuples autochtones des processus décisionnels perpétue leur manque d'autodétermination en ce qui concerne les questions territoriales et alimentaires. Les relations politiques entre les communautés autochtones au Québec comme dans le reste du Canada et les organisations extérieures sont souvent marquées par des déséquilibres de pouvoir, où les communautés autochtones se trouvent dans une position moins favorable en termes d'influence par rapport aux gouvernements et aux institutions non autochtones.

Les obstacles liés au transport et à la logistique, tels que l'éloignement géographique, le manque



d'infrastructures de transport adéquates et les coûts élevés, rendent difficile l'approvisionnement en aliments sains et abordables dans les communautés autochtones éloignées et isolées.

Combinées à des enjeux socioéconomiques, y compris la pauvreté, les revenus insuffisants, le chômage, le sous-emploi et les conditions de logement précaires, ces problématiques ont donné lieu à une augmentation des problèmes d'accès à une alimentation saine et nutritive, à des maladies liées à l'alimentation, comme l'obésité et le diabète et plus généralement à une diminution de la santé physique et psychosociale.

De graves enjeux environnementaux affectent également les systèmes alimentaires autochtones du Québec, notamment la dégradation de l'environnement, la présence de contaminants, la perte de biodiversité et les changements climatiques, ce qui réduit la disponibilité et l'accessibilité des aliments traditionnels et accentue la dépendance des communautés autochtones à une alimentation hautement transformée.

Les études visant à documenter les vécus des membres des communautés autochtones en lien avec leurs systèmes alimentaires révèlent que les principales préoccupations concernent l'accès limité aux aliments traditionnels et culturels, la perte progressive des savoirs traditionnels liés à l'alimentation et le coût élevé des aliments frais et sains. Des données ont été colligées dans plusieurs communautés autochtones, notamment la nation Kanien'kehá:ka, qui fait partie de la Confédération Haudenosaunee (comprenant également les nations Cayuga, Oneida, Seneca, Onondaga et Tuscarora) ; la communauté de Georgina Island de la nation Anishinabé ; la Première Nation de Beausoleil de la nation des Chippewas ; la Première Nation Anishinabe de Curve Lake ; la Première Nation Anishinabe de Rama, ainsi que la nation atikamekw (comprenant les communautés de Wemotaci, Opitciwan et Manawan). Dans la communauté Atikamekw d'Opitciwan, une étude a souligné que les jeunes générations ont développé une préférence pour les aliments transformés en raison du manque de connaissances et d'accès aux aliments traditionnels. Dans la communauté Atikamekw de Wemotaci, une étude a souligné le rôle central des femmes, que ce soit dans la transmission des savoirs et dans la gouvernance territoriale.

Cette recension a aussi permis de dégager un portrait des initiatives mobilisées pour renforcer la souveraineté alimentaire des communautés autochtones.

L'augmentation de la production et de la transformation alimentaire locale, notamment par l'implantation de serres, de potagers et de cuisines communautaires, représentait les initiatives les plus fréquentes. Une attention pouvait être portée à soutenir l'utilisation des aliments traditionnels.

La promotion des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de cueillette pouvait consister à organiser des activités de transfert de connaissances (ex. : expéditions, ateliers dans les écoles) et à faciliter l'accès au matériel et équipements nécessaires.

L'établissement de programmes de subvention des projets agricoles et d'approvisionnement en denrées alimentaires contribue à couvrir les coûts de transport du matériel et des denrées alimentaires vers les communautés autochtones éloignées et isolées.

L'implantation de mesures fiscales pour favoriser l'accès aux aliments sains par les communautés autochtones, telles que l'interdiction des plantes et aliments génétiquement modifiés.

La mise en place de programmes dans les écoles, tels que l'implantation de jardins scolaires, d'ateliers de jardinage et d'activités culinaires, dans le but de sensibiliser les élèves à une alimentation saine, de renforcer leurs compétences en matière de nutrition et de favoriser une meilleure relation avec les aliments.

L'offre de services d'aide alimentaire au sein des communautés autochtones, tels que les banques alimentaires, la distribution de paniers alimentaires, de coupons alimentaires et de repas sains et culturellement adaptés, a été identifiée comme des ressources essentielles pour répondre aux besoins alimentaires des communautés autochtones.

Le développement d'outils et d'activités d'évaluation de la souveraineté alimentaire au sein des communautés autochtones. Ces outils visent à aider les communautés autochtones à reconstruire leurs systèmes alimentaires locaux et à orienter leurs efforts.

En conclusion, cette recension a permis de brosser un portrait des concepts contribuant à mieux comprendre les systèmes alimentaires autochtones. Elle souligne notamment l'importance de reconnaître et de valoriser les savoirs autochtones, de soutenir la souveraineté alimentaire autochtone et de promouvoir des approches décoloniales dans le but de rétablir l'équilibre entre les peuples autochtones et leur environnement alimentaire. Cela contribuera à préserver les cultures, les traditions et les ressources naturelles, tout en renforçant la résilience des communautés autochtones face aux défis actuels.

TABLEAU 1. EXEMPLES D'INITIATIVES MOBILISÉES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

TYPE D'INITIATIVES ET POLITIQUES
Volet agricole, agroalimentaire et entrepreneurial
Jardins et serres communautaires et collectives
Fermes autochtones
Formation d'agronomes
Cuisines de transformation communautaires
Collaboration avec les épiceries locales
Soutien aux entreprises agroalimentaires
Volet sécurité alimentaire, équité et bien-être communautaire
Soutien aux activités de chasse, pêche, cueillette et frigos partage
Réappropriation des pratiques traditionnelles
Cours de cuisine autochtones et de transformation d'aliments traditionnels
Cuisines collectives, livraisons de repas et paniers prêts-à-cuisiner
Dépannage alimentaire et autres activités d'aide alimentaire
Projets d'inclusion/d'insertion de personnes en situation de marginalisation
Activités dans les écoles (ex. : jardins éducatifs, distribution de collation)
Volet coordination dans la communauté et avec les organisations externes
Cercles d'échange sur l'alimentation et de collaboration des parties prenantes
Réseautage avec les autres communautés autochtones
Soutien aux leaders et organismes communautaires pour porter les projets (y compris des formations, subventions et accompagnement)
Activités d'évaluation de la souveraineté alimentaire
Volet politiques alimentaires
Subventions des coûts de transport et d'accès aux aliments sains
Élimination de taxes de vente sur les aliments sains et/ou instauration de taxes sur certains produits
Interdiction des produits/plantes génétiquement modifiés

Pour accéder au rapport complet et à la liste des références, cliquez [ici](#)